

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RÉGIONALES

NOTE D'ANALYSE

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Renforcer la sécurité alimentaire
en Afrique subsaharienne

OCT
2022



©2022 International Monetary Fund

Building A More Food-Secure Sub-Saharan Africa (French)

October 2022 Regional Economic Outlook: Sub-Saharan Africa Analytical Note

Shushanik Hakobyan (chef d'équipe), Habtamu Fuje, Henry Rawlings,
Ivanova Reyes et Qianqian Zhang (département Afrique)*

Édition française

Département services intégrés et équipements du FMI
Division services linguistiques, section française

AVERTISSEMENT : Les notes d'analyse du FMI visent à permettre une diffusion rapide d'analyses succinctes du FMI sur des questions économiques essentielles auprès de ses pays membres et des décideurs en général. Les avis qui y sont exprimés sont ceux de leurs auteurs, et ne correspondent pas nécessairement à ceux du FMI, de son conseil d'administration ou de sa direction.

RÉFÉRENCE RECOMMANDÉE : Fonds monétaire international (FMI). 2022. « Renforcer la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne ». *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne — Sur la corde raide*, Washington, octobre.

JEL Classification Numbers:	E31, E62, O11, O55, Q18, Q54
Keywords:	food insecurity; food prices; food aid; fiscal policy; social protection; climate change; agriculture; sub-Saharan Africa

* **REMERCIEMENTS :** Les notes d'analyse de l'édition d'octobre 2022 des *Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne* ont été rédigées par les services de la division études régionales du département Afrique du FMI, sous la direction d'Aqib Aslam, de Luc Eyraud et de Catherine Patillo.

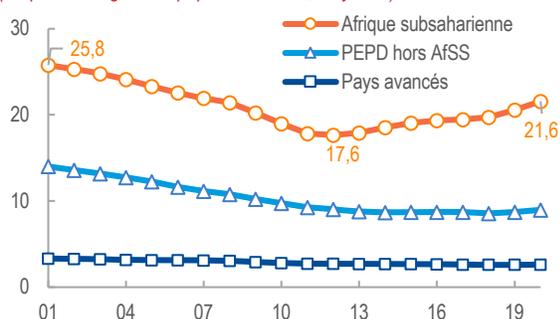
Renforcer la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne

Les changements climatiques, les chocs sur les prix mondiaux et les situations particulières des différents pays contribuent à l'insécurité alimentaire en Afrique subsaharienne. Face à la récente crise, les pays ont pris des mesures à court terme de second choix, par exemple des réductions d'impôts et des subventions, qui devraient être supprimées progressivement. À plus long terme, il sera indispensable d'accroître la production et la productivité d'une agriculture résiliente aux changements climatiques, avec l'appui constant de la communauté internationale, pour remédier aux problèmes de sécurité alimentaire tout en jetant les bases d'une plus grande accessibilité physique et économique des denrées alimentaires.

L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE DEMEURE LA RÉGION OÙ L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE EST LA PLUS GRANDE AU MONDE

La proportion de personnes sous-alimentées en Afrique subsaharienne a augmenté régulièrement depuis 2012, réduisant ainsi sensiblement les progrès notables accomplis durant la première décennie 2000 (graphique 1)¹. La pandémie et la guerre que la Russie livre à l'Ukraine ont accentué davantage l'insécurité alimentaire dans la région en réduisant les revenus, en perturbant les chaînes d'approvisionnement mondiales et en faisant monter les prix des denrées alimentaires et intrants agricoles, notamment des engrais. D'ici à la fin de 2022, 123 millions de personnes, soit 12 % de la population d'Afrique subsaharienne, seront confrontées à une situation d'insécurité alimentaire aiguë (à savoir deux tiers du total au niveau mondial), dont un tiers est tombé

Graphique 1. Prévalence de la sous-alimentation, 2001–20
(En pourcentage de la population totale, moyenne)



Sources : FAOSTAT ; calculs des services du FMI.

Note : PEPD hors AfSS = pays émergents et pays en développement ne faisant pas partie de l'Afrique subsaharienne.

¹Dans la plupart des pays de la région, la prévalence de la sous-alimentation a diminué pendant la première décennie 2000 ; les pays exportateurs de pétrole ont notamment accompli des progrès considérables. L'inversion de la tendance depuis 2012 est principalement le fait de quelques pays (Afrique du Sud, Madagascar, Nigéria, République centrafricaine, République démocratique du Congo), qui représentent environ 40 % des personnes sous-alimentées dans la région.

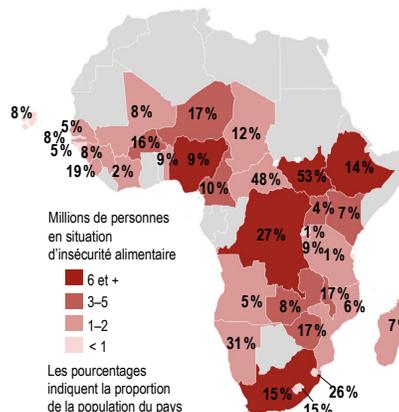
²On parle de *sous-alimentation* lorsque la consommation de produits alimentaires est insuffisante pour assurer l'apport énergétique nécessaire à une vie saine (FAO *et al.*, 2021). La prévalence de la sous-alimentation est l'indicateur traditionnel de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pour suivre l'évolution de la situation en matière de faim ; il s'appuie sur une vaste couverture de données, dans les différents pays et dans le temps. *L'insécurité alimentaire aiguë*, état plus grave que la sous-alimentation, désigne toute manifestation d'une privation de nourriture qui menace l'existence ou les moyens de subsistance, quels que soient les causes, le contexte ou la durée. Les données sur l'insécurité alimentaire aiguë sont issues du Réseau mondial contre les crises alimentaires (2022) et couvrent un plus petit échantillon de pays et un horizon temporel limité.

dans l'insécurité alimentaire aiguë depuis le début de la pandémie (graphique 2 ; FMI, 2022)².

Les principales causes de l'insécurité alimentaire en Afrique subsaharienne sont notamment les phénomènes météorologiques extrêmes provoqués par les changements climatiques, les conflits et les problèmes de sécurité qui perturbent l'agriculture, et les chocs sur les prix des denrées alimentaires. L'insécurité alimentaire s'accroît de 5–20 points de pourcentage avec chaque inondation ou sécheresse (édition d'avril 2020 des *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne*, chapitre 2). Ce constat est particulièrement préoccupant, sachant qu'un tiers des

Graphique 2. Afrique subsaharienne : insécurité alimentaire aiguë en 2022

(Nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë, en millions et en pourcentage de la population du pays)



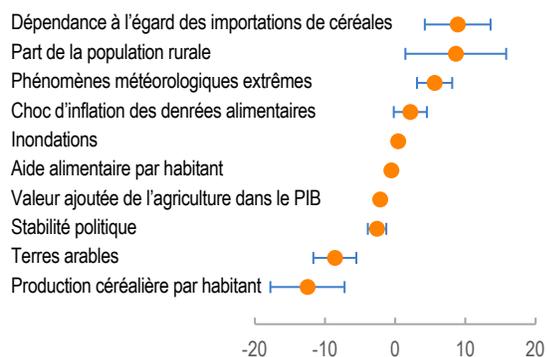
Sources : Réseau mondial contre les crises alimentaires (2022) ; calculs des services du FMI.

Note : La notion d'insécurité alimentaire aiguë englobe les populations en phase 3 et au-delà (crise alimentaire, urgence et famine).

épisodes de sécheresse à l'échelle mondiale survient dans la région et que la fréquence et l'intensité des inondations et cyclones, qui tous entraveront la production agricole et la distribution alimentaire, augmentent. Les conflits sont une autre cause majeure de l'insécurité alimentaire aiguë, tandis que l'insécurité alimentaire elle-même est à l'origine de conflits. Une population rurale plus nombreuse et une inflation alimentaire plus élevée vont aussi de pair avec une hausse de la sous-alimentation. En revanche, une aide alimentaire plus développée, une valeur ajoutée agricole plus élevée, une plus grande stabilité politique, des terres cultivables plus étendues et une production de céréales plus importante présentent une corrélation positive avec une sous-alimentation moindre (graphique 3).

La diminution de l'aide alimentaire internationale et la dépendance accrue à l'égard des aliments de base importés, en particulier le riz et le blé, sont en partie responsables de l'insécurité alimentaire grandissante ces dix dernières années. L'aide alimentaire internationale a fortement contribué à réduire la prévalence de la sous-alimentation dans la région durant la première décennie 2000. Cependant, l'aide alimentaire par habitant a reculé sensiblement ces dix dernières années, de 30 % pendant les années 2010 par rapport à la décennie précédente, ce qui a probablement contribué à la montée de la sous-alimentation. En outre, l'analyse statistique montre que la dépendance à l'égard des importations de céréales est allée de pair avec une forte hausse

Graphique 3. Afrique subsaharienne : corrélats de la prévalence de la sous-alimentation, 2001–20
(Coefficients bêta)



Sources : FAOSTAT ; Banque mondiale, indicateurs du développement dans le monde ; Organisation de coopération et de développement économiques ; base de données Emergency Events ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique représente des estimations sous forme de points et d'intervalles de confiance à 95 % (avec des erreurs-types robustes en présence d'hétéroscédasticité) de coefficients d'une régression de panel de la prévalence de la sous-alimentation sur la période 2001–20 portant sur un ensemble de variables explicatives (apparaissant sur le graphique) ainsi que sur le PIB par habitant, le taux de pauvreté, les restrictions aux exportations et des effets fixes propres aux pays et aux années (n'apparaissant pas sur le graphique). Les variables explicatives sont normalisées pour présenter une médiane nulle et un écart-type d'une unité.

³Après avoir augmenté progressivement durant la première décennie 2000, le ratio de dépendance à l'égard des importations de céréales (importations nettes en pourcentage de l'approvisionnement total) est resté élevé à quelque 40 % en moyenne depuis 2012.

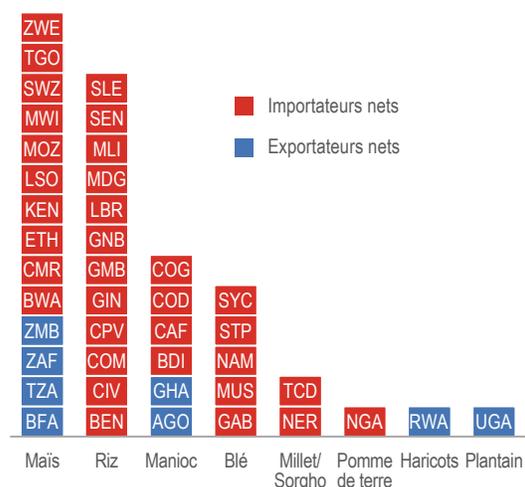
de la prévalence de la sous-alimentation pendant la dernière décennie. Dans le contexte de la dépendance croissante à l'égard des importations de céréales et sachant que les pays sont pour la plupart importateurs nets de l'un ou de plusieurs des principaux aliments de base qu'ils consomment (maïs, riz et blé ; graphique 4), les récentes contraintes affectant l'offre mondiale et les prix mondiaux élevés des denrées alimentaires ont aggravé l'insécurité alimentaire³.

L'actuelle crise de la sécurité alimentaire pourrait perdurer.

En réaction aux chocs sur les prix internationaux des denrées alimentaires, l'inflation alimentaire intérieure culmine après 6 à 12 mois, avec des répercussions de presque un pour un sur les aliments de base importés (édition d'octobre 2022 des *Perspectives de l'économie mondiale* ; Okou, Spray et Unsal, 2022). Par conséquent, alors même que l'envolée des prix alimentaires mondiaux s'est atténuée récemment, les tensions sur les prix intérieurs risquent de perdurer, au moins jusqu'à la fin de l'année. En outre, l'Éthiopie et le Kenya connaissent une sécheresse sans précédent durant quatre saisons, qui a réduit l'accès des ménages aux produits alimentaires. Parallèlement, la hausse des prix des engrais perturbe les approvisionnements alimentaires intérieurs pour cette période de récolte et les prochaines, même pour les pays exportateurs nets de denrées alimentaires.

En l'absence de dispositifs de protection sociale adaptés, les pays de la région ont pris des mesures à court terme de second choix. Dans une récente enquête du FMI, 35 des 43 pays d'Afrique subsaharienne participants déclarent avoir

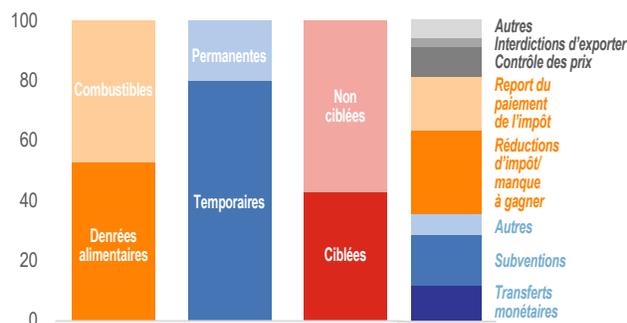
Graphique 4. Afrique subsaharienne : principales denrées alimentaires de première nécessité consommées par pays, 2019



Sources : FAOSTAT ; calculs des services du FMI.

Note : Les importateurs nets sont les pays dont au moins 50 % des importations portent sur des denrées alimentaires de première nécessité. Les principales denrées alimentaires de première nécessité consommées par chaque pays sont celles qui apportent le plus de kilocalories par habitant et par jour.

Graphique 5. Afrique subsaharienne : mesures visant à lutter contre la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie
(En pourcentage du total des mesures)



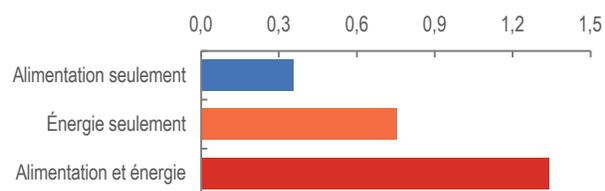
Sources : FMI, enquête du département des finances publiques ; calculs des services du FMI.

Note : Les données portent sur les mesures mises en place depuis janvier 2022. L'enquête s'est déroulée en juillet 2022.

mis en œuvre plus de 100 mesures depuis janvier 2022 pour riposter aux chocs sur les prix des produits alimentaires et des carburants. Pour la plupart, ces mesures sont temporaires et non ciblées et se répartissent équitablement entre l'amélioration de la sécurité alimentaire et la stabilisation des prix des carburants (graphique 5). Les pays ont adopté des mesures comme un allègement de la fiscalité sur les denrées alimentaires ou les carburants, la renonciation aux recettes tirées des droits d'importation, le report des paiements d'impôts, l'instauration de nouvelles subventions aux aliments, carburants et engrais et des ajustements de la masse salariale. Certains ont eu recours à des mesures génératrices de distorsions, comme des contrôles des prix et des interdictions d'exporter.

Le financement de ces mesures de court terme pèse encore davantage sur des budgets publics déjà serrés. Le coût des nouvelles mesures mises en œuvre depuis janvier 2022 pour faire face à l'envolée des prix des denrées alimentaires et de l'énergie s'élève à 0,9 % du PIB en moyenne (graphique 6)⁴.

Graphique 6. Afrique subsaharienne : aides publiques en matière d'alimentation et d'énergie
(En pourcentage du PIB, moyenne simple)



Sources : FMI, enquête du département des finances publiques ; calculs des services du FMI.

Note : Les données portent sur les mesures mises en place depuis janvier 2022. L'enquête s'est déroulée en juillet 2022. La moyenne pour l'ensemble des mesures est de 0,9 % du PIB.

⁴Cela est comparable au coût dans les autres pays émergents et en développement et dans les pays avancés.

⁵Conformément à la déclaration de Maputo en 2014, les pays africains se sont engagés à consacrer au moins 10 % des dépenses publiques à l'alimentation et à l'agriculture, dans le but de renforcer la sécurité alimentaire. Toutefois, seuls quelques pays ont atteint cet objectif.

À la date de l'étude, seule la moitié des pays de la région avait intégré ces coûts dans leur budget national. Pour financer ces mesures, les pouvoirs publics ont en général puisé dans les mannes de recettes ou ont emprunté et accumulé des arriérés. Dans une moindre mesure, ils ont aussi redéfini leurs priorités de dépenses et compté sur le soutien financier de donateurs ou d'institutions financières internationales.

LES EFFORTS POUR ASSURER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DE DEMAIN DOIVENT COMMENCER DÈS AUJOURD'HUI

Pour parvenir à la sécurité alimentaire à long terme, il faut mettre en œuvre des stratégies intégrées afin de remédier aux difficultés à court terme tout en jetant les bases d'une plus grande accessibilité physique et économique des denrées alimentaires. Pour remédier au manque de résilience aux changements climatiques, qui sous-tend fortement l'insécurité alimentaire chronique en Afrique subsaharienne, il faudra soigneusement hiérarchiser les mesures à prendre. Toutefois, il sera délicat d'appliquer de multiples mesures dans le contexte d'un endettement élevé, de besoins de développement concurrents et de capacités insuffisantes.

- À court terme, dans l'optique d'alléger les tensions immédiates, les pays devraient protéger les personnes les plus vulnérables contre la hausse des prix alimentaires grâce à des **mesures budgétaires temporaires et de préférence ciblées**. Cependant, ces mesures pourraient être coûteuses et, étant donné l'espace budgétaire restreint, devraient être supprimées progressivement (Amaglobelli *et al.*, 2022).
- À moyen terme, il faudra accroître **les capacités et la productivité d'une agriculture nationale résiliente face aux changements climatiques**, ce qui nécessite des investissements massifs (pour améliorer les infrastructures d'irrigation par exemple) et des réformes structurelles (pour sécuriser les droits fonciers par exemple)⁵. La proportion de terres arables cultivées et les rendements céréaliers sont faibles par rapport à d'autres régions du monde. Même un développement modeste des terres arables et une réduction de l'écart de rendement pourraient avoir une forte incidence sur la sécurité alimentaire. Il est indispensable **d'améliorer l'accès aux financements et aux outils numériques** pour accroître les investissements privés dans la résilience de l'agriculture, stimuler la productivité et améliorer la capacité de gain des paysans pratiquant l'agriculture de subsistance. Une plus grande **intégration commerciale** dans la région et des infrastructures de transport

résilientes pourront encore améliorer l'accessibilité physique et économique des denrées alimentaires.

- En parallèle, **de solides plans d'urgence par les pouvoirs publics** pourront contribuer à gérer plus efficacement la riposte aux chocs sur la sécurité alimentaire. Ceux-ci comprennent des prêts conditionnels, une assurance contre les catastrophes et des programmes de protection sociale qui pourront être renforcés afin de toucher les personnes vulnérables pendant les catastrophes naturelles.

Il faut intensifier l'aide internationale afin d'améliorer la sécurité alimentaire dans la région aujourd'hui comme demain. À court terme, dans le cadre de la riposte d'urgence, la communauté internationale peut acheminer l'aide alimentaire à la région et contribuer à renforcer les dispositifs de protection sociale existants et à accélérer les interventions ciblées. Des initiatives récentes s'efforcent d'atteindre cet objectif, notamment l'Alliance mondiale pour la sécurité alimentaire (initiative du Groupe des Sept et de la Banque mondiale qui devrait mobiliser 14 milliards de dollars en 2022), le groupe de riposte

aux crises mondiales des Nations Unies chargé des questions alimentaires, énergétiques et financières, et le Plan d'action des institutions financières internationales contre l'insécurité alimentaire. Plus globalement, le financement climatique pour l'Afrique a été en demi-teinte pour le moment : sur les 73 milliards de dollars par an versés par les pays avancés durant la période 2016–19, seul un quart a été destiné à l'Afrique, et une partie de ce montant a remplacé d'autres engagements antérieurs au titre du financement du développement (OCDE, 2021)⁶. Par conséquent, avant la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de 2022, il est urgent de tendre vers le financement climatique de 100 milliards de dollars par an promis par les pays avancés pour venir en aide aux pays en développement. Il faudrait aussi revoir la composition du financement climatique (par exemple augmenter le ratio dons/prêts). Un dialogue permanent avec les acteurs régionaux et internationaux contribuera aussi à élaborer un programme efficace de sécurité alimentaire à même de s'adapter à l'évolution de l'environnement, aux contraintes financières et aux obstacles dans la transition vers une économie verte.

⁶Le financement de l'action climatique versé par les pays avancés s'élevait à 83 milliards de dollars en 2020 (OCDE, 2022).

Bibliographie

- Amaglobeli, David, Emine Hanedar, Gee Hee Hong, and Céline Thévenot. 2022. “Fiscal Policy for Mitigating the Social Impact of High Energy and Food Prices.” IMF Note 22/001, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Food and Agriculture Organization (FAO), International Fund for Agricultural Development (IFAD), United Nations Children’s Fund (UNICEF), World Food Programme (WFP), and World Health Organization (WHO). 2021. *The State of Food Security and Nutrition in the World 2021. Transforming Food Systems for Food Security, Improved Nutrition, and Affordable Healthy Diets for All*. Rome: FAO.
- Global Network Against Food Crises (GNAFC). 2022. *2022 Global Report on Food Crises: Joint Analysis for Better Decisions*. Rome: Food and Agriculture Organization.
- International Monetary Fund. 2022. “Climate Change and Chronic Food Insecurity in Sub-Saharan Africa.” IMF Departmental Paper 2022/016, International Monetary Fund, Washington, DC.
- OECD. 2021. “Climate Finance Provided and Mobilised by Developed Countries: Aggregate trends updated with 2019 data, Climate Finance and the USD 100 Billion Goal.” OECD Publishing, Paris.
- OECD. 2022. “Climate Finance Provided and Mobilised by Developed Countries in 2016-2020: Insights from Disaggregated Analysis.” OECD Publishing, Paris.
- Okou, Cedric, John Spray, and D. Filiz Unsal. 2022. “Staple Food Prices in Sub-Saharan Africa: An Empirical Assessment,” IMF Working Paper 22/135, International Monetary Fund, Washington, DC.

RENFORCER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Région où l'insécurité alimentaire est la plus grande au monde



123 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire
68 % du total au niveau mondial

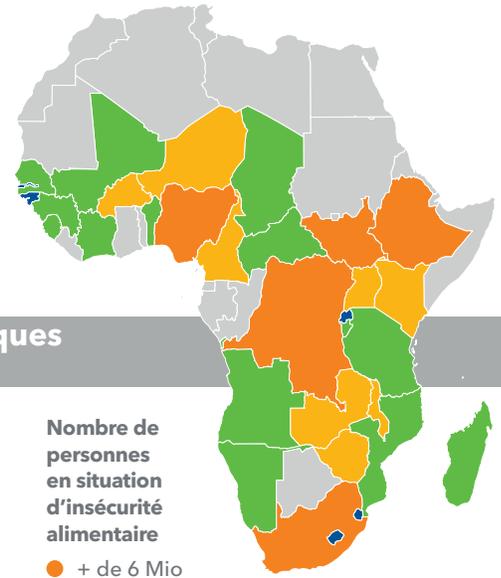
Prévalence de la sous-alimentation, 2012 et 2020

(En pourcentage de la population totale, moyenne)



AfSS = Afrique subsaharienne ; PEPD = pays émergents et pays en développement.

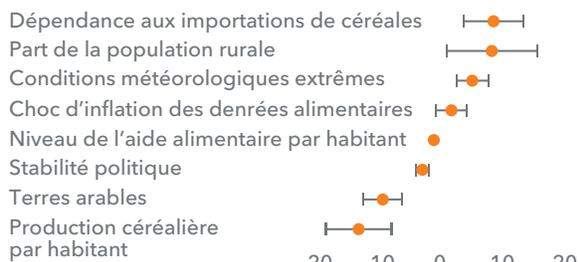
Insécurité alimentaire aiguë en 2022



Les conditions météorologiques, les chocs économiques et les conflits jouent un rôle majeur



Facteurs de sous-alimentation



Nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire

- + de 6 Mio
- 3-5 Mio
- 1-2 Mio
- < 1 Mio

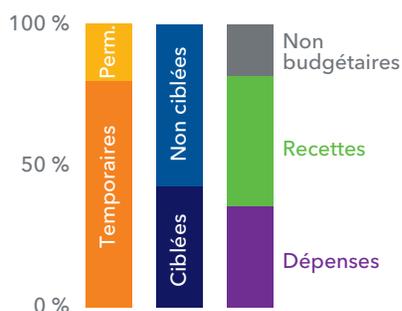
Réaction des pouvoirs publics aux récentes hausses de prix



+ de 100 nouvelles mesures budgétaires mises en œuvre en 2022

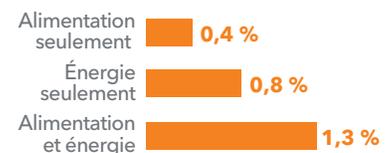
Mesures contre la hausse des prix de l'alimentation et de l'énergie

(En pourcentage du total des mesures)



Aides publiques en matière d'alimentation et d'énergie

(En pourcentage du PIB, moyenne simple)



Il faut œuvrer dès aujourd'hui à la sécurité alimentaire de demain

Investir massivement dans l'agriculture pour augmenter les **capacités de production intérieures**

Investir dans l'agriculture mieux adaptée au climat pour renforcer la **résilience face aux catastrophes climatiques**

Élaborer et mettre en œuvre **des dispositifs de protection sociale évolutifs**

Mettre au point **des plans d'urgence** pour parer aux crises alimentaires

Mobiliser la communauté internationale pour assurer l'acheminement rapide de l'aide alimentaire

Concevoir une stratégie efficace en matière de sécurité alimentaire **en coordination avec les acteurs régionaux et internationaux**